



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

RELEVÉ DE CONCLUSIONS

Groupe de travail des présidents et des signataires sur le nickel

Lundi 20 février 2017

Les membres du Groupe Technique des Présidents et Signataires (GTPS) se sont réunis le 20 février 2017 sous la présidence de Monsieur le Haut-Commissaire de la République, accompagné de Monsieur Michel Colin, chargé de mission par le Premier Ministre sur le nickel en Nouvelle-Calédonie.

La première partie de la réunion a été consacrée à une présentation de l'évolution des exportations et des outils métallurgiques depuis la dernière réunion du GTPS le 22 février 2016 (cf. Annexes). Les participants ont pu constater l'engagement de l'Etat à soutenir financièrement les trois unités métallurgiques en Nouvelle-Calédonie ; cet engagement, en complément des efforts de réduction des coûts opérés par les industriels, a été, pour les Conseils d'administrations concernés, un facteur déterminant de stabilisation de ces projets dans un contexte difficile du secteur en 2016. Les interventions au bénéfice du secteur minier, conformes au plan d'urgence défini par les comités des signataires des 6 février et 7 novembre 2016, notamment l'ouverture des exportations vers la Chine en substitution de l'Australie, ont également permis au secteur de résister à cette crise sévère. Concernant la centrale électrique au gaz de Doniambo, le montage de ce projet se fera par un très large appel à concurrence avec l'appui de l'Etat tant au niveau de la structure de projet que de la définition et la mise en œuvre des 3 lots composant le projet (centrale thermique – infrastructure gaz – approvisionnement gaz).

La seconde partie de la réunion a été consacrée à l'examen de l'ensemble du programme de travail adopté par le Comité des Signataires du 7 novembre 2016. L'objectif était de définir, parmi l'ensemble des thèmes du programme du travail, ceux qu'il est possible d'aborder à court et moyen termes, d'un commun accord avec l'ensemble des membres du GTPS. Ont ainsi été retenus pour les neuf mois à venir les thèmes de travail suivants :

- « open de la connaissance » : le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a donné son accord pour que le Haut-Commissaire demande aux services économiques des Ambassades de France dans les trois pays producteurs de nickel de la région (Australie, Indonésie et Philippines) des éléments sur la réglementation et l'évolution du marché vus de ces pays. Ces éléments seront rassemblés par la DIMENC avant diffusion au GTPS, aux institutions et aux professionnels.

- Guichet d'entrée unique : les membres du GTPS ont demandé qu'un état des lieux portant sur les procédures, l'organisation administrative, les pratiques et les difficultés rencontrées par les opérateurs du secteur nickel dans l'instruction des demandes relatives au secteur minier et métallurgique soit réalisé dans les deux mois. Les membres du GTPS considèrent qu'il est important que le secteur minier et métallurgique puisse bénéficier d'un véritable guichet unique, capable de centraliser les différentes demandes et en assurer le suivi sans interférer avec les administrations compétentes. Il a été convenu que la DIMENC serait ce point d'entrée unique.

- Gestion des titres miniers et teneurs : considérant que la répartition du domaine minier, les teneurs d'extraction et les minerais sub-économiques conditionnent la réflexion stratégique sur l'avenir du secteur, les membres du GTPS ont souhaité qu'un état des lieux des pratiques soit réalisé par la DIMENC sur l'ensemble des sites en exploitation. Ce travail sera présenté au cours de la prochaine réunion du GTPS.
- Politique d'exportation du minerai brut : au vu des différences d'approche entre les acteurs, les membres du GTPS ont décidé de poursuivre les réflexions sur la base des contributions de chacune des composantes politiques du GTPS. La DIMENC centralisera et consolidera l'ensemble des contributions en vue d'une présentation lors du prochain GTPS.
- Contribution du nickel à la richesse future du pays : de nombreuses études et réflexions ont été menées ces dernières années par chacune des institutions en vue de la création d'un fonds pour les générations future. Les membres du GTPS ont demandé à la DIMENC de consolider l'ensemble de ces travaux afin que les pistes nécessitant des réflexions ou des recherches approfondies puissent être définies.
- Enjeux socio-économiques et environnementaux : l'ensemble de ces enjeux a été reconnu comme prioritaire par les membres du GTPS ; les participants ont noté qu'une urgence particulière s'attachait à la résorption du passif environnemental et à la réhabilitation des sites miniers dégradés, notamment ceux pouvant présenter un risque pour les populations et les biens. Les membres du GTPS ont souhaité que le gouvernement travaille à la pérennisation des financements utiles à la poursuite des actions de réhabilitation menées par le Fonds Nickel.



Thierry LATASTE